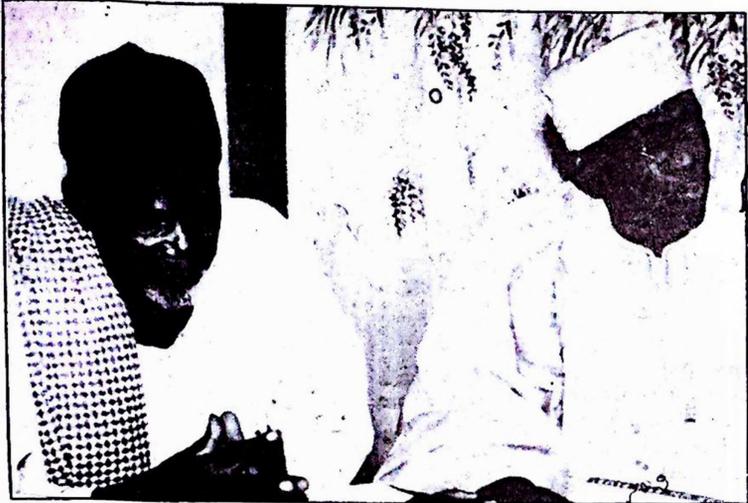


ACCORD DE FINANCEMENT

5 milliards de francs CFA pour la communauté musulmane

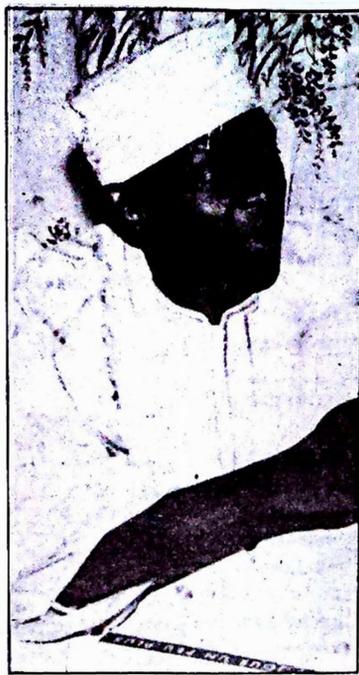
Le groupe international d'investissement pour les pays sous-développés Afrique-Golfe représenté par son président pour l'Afrique et le Golfe Son Excellence Cheick Ahmed Tidjani Ampaté Bah et le bureau de la communauté musulmane du Burkina Faso ont donné jeudi dernier une conférence de presse à l'hôtel Indépendance. L'objet de la conférence a porté sur l'accord de financement d'un montant de 5 milliards de F CFA signé par les deux parties et au bénéfice de la communauté musulmane du Burkina.



Les présidents Toumani Triandé et Cheick Ahmed Tidjani respectivement de la communauté musulmane et du groupe des investisseurs pour l'Afrique.

sens des projets initiés.

Le groupe international d'investissement pour les pays sous-développés est constitué sous forme d'une société anonyme. C'est un groupe d'hommes d'affaires musulmans de certains pays du Golfe (Koweït, Arabie Saoudite, Doubaï, Iran, Sabadellh, Quierda Golf) qui vote annuellement un budget pour venir en aide à des populations dans le cadre purement humanitaire. A nos jours, presque tous les pays du CILSS ont bénéficié de l'aide du groupe. Pour mettre le Burkina sur le même pied d'égalité que les autres pays du CILSS, le groupe avec la recommandation de Cheick Ahmed Tidjani nommé président depuis juin 1975 a décidé cette année d'intervenir dans notre pays. Cet accord de cinq milliards est le plus important signé en faveur de la communauté musulmane du Burkina. Pour Cheick Ahmed Tidjani, ce prêt est déjà un acquis et il sera déboursé dans les deux mois à venir. Il s'agit d'un prêt non remboursable et son renouvellement est lié au résultat qui sera constaté pendant les cinq ans de suivi. Si pendant ces cinq ans la communauté satisfait tous ces engagements, l'aide peut être renouvelée à tout moment. Même avant les cinq ans de différé, si la communauté arrive à dépenser la totalité de la somme, elle peut demander une augmentation. Mais à condition que les dépenses suivent les voies tracées dans le



Pour le président Cheick Ahmed Ampaté Bah, la seule garantie demandée à la communauté est leur valeur morale.

Les projets en vue

Depuis l'arrivée de Cheick Ahmed Tidjani Ampaté Bah, des séances de travail ont été organisées. Ce qui a permis à la communauté musulmane de définir ses projets qui rentrent dans la ligne droite des objectifs du groupe :

- Construction et rénovation des mosquées ;
- Construction des centres d'accueil, d'hébergement et d'éducation des handicapés, des veuves et orphelins et des personnes abandonnées ;
- Réalisations agro-pastorales et

des forages ;

- Construction et équipement des infrastructures sanitaires, scolaires (medersas, écoles franco-arabes) etc.

La réfection de la grande mosquée de Ouagadougou et la construction d'un édifice qui sera le siège central de la communauté musulmane du Burkina et purement administratif sont parmi les premiers projets à réaliser. Une partie du budget prendra en compte des jumelages avec d'autres communautés de la Chine ou des Etats-Unis par exemple, désirant faire des échanges avec les musulmans du Burkina.

Le prêt qui est octroyé à la communauté musulmane va profiter à toutes les provinces, à tout le peuple burkinabè sans distinction de religion. Selon Cheick Ahmed Tidjani, le groupe est même disposé à aider la communauté chrétienne, pourvu que cette aide profite aux couches sociales nécessiteuses et avec l'accord de l'Etat.

De la gestion des fonds

Le groupe est apolitique. Cependant, Cheick Ahmed Tidjani fera remarquer qu'ils ne peuvent pas intervenir dans un pays comme le Burkina, où la démocratie s'affirme positivement sans demander l'accord et la caution de l'Etat. Celui-ci n'aura pas une main mise sur la gestion des fonds. La communauté musulmane choisira librement sa manière de les gérer. Mais l'implication de l'Etat est nécessaire surtout quand on sait par exemple qu'il ne s'agit pas

uniquement de construire et équiper des dispensaires, il faut également du personnel de santé. C'est pourquoi le président du groupe a souligné le rôle important que peut jouer le gouvernement pour la bonne marche du projet. Et des départements ministériels surtout ceux qui œuvrent en faveur des couches sociales démunies peuvent se manifester à l'égard de la communauté musulmane pour bénéficier de cette aide. Aussi le président du groupe a-t-il souhaité que des contacts soient entretenus avec les différents ministères intéressés pour une répartition équitable au service de toute la population. Cet accord de financement est signé sans aucune garantie. "La seule garantie que nous demandons dira Cheick Ahmed, c'est la valeur morale de la communauté musulmane". Cette confiance doit constituer un défi à relever pour la communauté surtout quand on dit suivre la voie de Dieu. Puisse cet argent consolider l'union dans cette famille musulmane, car on se rappelle encore de la crise intervenue au sein du mouvement sunnite en avril dernier et qui n'a vu son dénouement qu'en ce mois de janvier.

En attendant l'évolution du projet la communauté musulmane s'est dite organisée et prête à gérer convenablement ces fonds. Cela dans l'intérêt de tous les musulmans et en particulier de tout le Burkina.

Aboubacar S